



LES INTERNATS JACQUES BROCQUART ASBL

Siège social : 5, avenue Marie-Thérèse, L-2132 LUXEMBOURG

R.C.S. Luxembourg F3672

Association reconnue d'utilité publique par arrêté grand-ducal du 16 janvier 2017

CONTRAT D'INTERNAT

Entre les parties soussignées;

d'une part:

Nom et prénom d'au moins une personne investie de l'autorité parentale:

.....

Adresse:

exerçant son / leur autorité parentale et agissant comme représentant/s légal/aux du mineur

Nom et prénom de l'enfant / du jeune:

.....

Date et lieu de naissance:

Adresse:

Nom et prénom du majeur:

Date et lieu de naissance:

Adresse:

désigné dans le cadre du présent contrat « le jeune »

d'autre part:

L'association « Les Internats Jacques Brocquart Asbl » ayant son siège social à Luxembourg, 5, avenue Marie-Thérèse, représentée par ses organes statutaires actuellement en fonction, lesquels délèguent pour la signature du présent contrat tous pouvoirs à Monsieur Marc DIEDERICH, directeur de l'internat « Institution Saint-Willibrord » à Echternach, (No de l'agrément ministériel EF/ISF/008).

a été conclu aujourd'hui le contrat d'internat suivant:

Article 1

Le jeune sera accueilli à l'internat « Institution Saint-Willibrord » à Echternach à partir du Le contrat est lié à la condition que le jeune est inscrit à un lycée classique ou technique. Au cas où il ne fréquente plus un de ces lycées, le contrat est réputé résilié avec effet immédiat.

Article 2

Le contrat d'internat est conclu pour les mois de septembre à juillet d'une année scolaire. Si le contrat n'est pas résilié au moins quinze jours avant la fin de cette période par l'une des deux parties contractantes, il se prolonge d'une année scolaire par tacite reconduction (sauf pour l'internat de Wiltz où le contrat doit être renouvelé annuellement). Si la formation secondaire du jeune s'achève ou si le jeune arrête celle-ci ou s'il est renvoyé de l'école, le contrat est résilié de plein droit avec effet immédiat.

Au cours de l'année scolaire, la durée de préavis pour la résiliation du contrat s'élève au moins à un mois. Toute résiliation du contrat doit se faire par lettre recommandée à l'autre cocontractant, la date de la poste faisant foi.

Article 3

Par l'effet du présent contrat, l'organisme gestionnaire de l'internat est obligé d'offrir au jeune l'hébergement et la nourriture et de le faire bénéficier d'un encadrement socio-éducatif spécifié au projet pédagogique de l'internat. L'obligation du gestionnaire s'arrête lors des vacances scolaires, respectivement du mois de fermeture durant les vacances d'été pour l'internat de Wiltz, lors d'une maladie prolongée du jeune, ainsi que lors des rentrées à domiciles obligatoires (c.-à-d. notamment les week-ends, les congés légaux, les renvois, les congés demandés par une personne investie de l'autorité parentale). En cas de maladie, le jeune doit être soigné à la maison ou à l'hôpital sans que les soins puissent être exigés de l'internat.

Article 4

Le montant de la participation des personnes investies de l'autorité parentale pour l'année scolaire 2017-2018 s'élève à 4.010.- (quatre mille dix) €. Il sera refixé à chaque année scolaire. Des réductions sur ce prix peuvent être accordées sur demande motivée des personnes investies de l'autorité parentale.

Les personnes investies de l'autorité parentale et le jeune s'engagent de façon solidaire et indivisible à payer le prix susdit par dix tranches le quinze des mois de septembre à juin inclus. Tous les montants non-payés à leurs échéances relatives porteraient de plein droit et sans mise en demeure préalable des intérêts de retard à hauteur du taux légal à partir de l'échéance jusqu'à paiement pour solde sans préjudice quant à l'exigibilité du montant principal.

Tous les paiements seront à faire par virement ou par ordre permanent sur le compte BIL LU02 0024 1941 7090 0000 (Code BIC BILLULL) de « Les Internats Jacques Brocquart Asbl. », adresse postale : B.p. 570, L-2015 Luxembourg.

Au cas où un jeune, ayant son domicile à l'étranger, sera admis à l'internat, l'association est autorisée à exiger une garantie bancaire s'élevant à 10 % du prix de pension annuel auprès d'une banque luxembourgeoise.

Au cas où les personnes investies de l'autorité parentale d'un jeune seraient en retard de paiement de plus de 3 (trois) mois, l'association « Les Internats Jacques Brocquart » est en droit de résilier le contrat sans préavis.

Article 4bis

En cas de résiliation du contrat par les personnes investies de l'autorité parentale, respectivement d'un commun accord entre parties, la mensualité entamée est à payer jusqu'au 15, respectivement jusqu'à la fin du mois, selon la date de résiliation.

En cas de renvoi du jeune, le prix de pension court jusqu'au jour du renvoi et est calculé prorata.

En cas de renvoi du jeune et/ou de résiliation du contrat d'internat, ses effets personnels seront à retirer auprès de l'internat dans les quinze jours de l'événement mettant fin à la relation des parties. Faute par le jeune de procéder au retrait de ses effets personnels dans le délai imparti, ceux-ci seront empaquetés et tenus à sa disposition durant six semaines. Passé ce délai, lesdits effets seront mis sur le carreau.

En cas de non-fréquentation de l'internat pour causes de maladie, d'hospitalisation, de stages, de classe terminale ou autres, une réduction de 30% (trente pourcent) est accordée aux personnes investies de l'autorité parentale à partir de 4 (quatre) semaines d'absence ininterrompues, rétroactivement au début de l'absence (certificat à l'appui).

Pour les élèves inscrits aux cours concomitants et ne fréquentant l'internat qu'une semaine sur deux, une réduction de 30% (trente pourcent) sur la totalité des semaines d'absence peut être accordée.

Les réductions accordées dans ce cadre sont remboursées à la fin de l'année scolaire, respectivement à la fin de l'accueil, sous condition du paiement des mensualités dues.

Article 5

Les personnes investies de l'autorité parentale du jeune s'obligent à soutenir la démarche éducative de l'internat. Le jeune est lui-même obligé d'y participer, de respecter le règlement interne ainsi que d'obéir aux instructions du directeur de l'internat et des éducateurs. Les personnes investies de l'autorité parentale et le jeune déclarent avoir reçu un exemplaire du document « Règlement d'internat » (Hausordnung), l'accepter et le respecter. Le règlement interne peut être modifié par la direction de l'internat selon les besoins. Tout changement sera soumis aux personnes investies de l'autorité parentale pour signature. Le refus de signature vaut résiliation du contrat d'internat.

Dans le cas d'une infraction grave ou d'infractions répétées au règlement interne, le directeur peut renvoyer le jeune de l'internat sans préavis et résilier le contrat sans préavis.

Article 6

Par dérogation aux dispositions de l'article 2 (deux), il est de convention expresse entre parties, que les trois mois à compter de l'entrée du jeune à l'Institution Saint-Willibrord d'Echternach sont à considérer comme période d'essai. Durant la période d'essai, le contrat peut être résilié par chacune des parties moyennant un préavis de deux semaines, sans indication de motif, sans qu'il puisse en naître quelque droit de dédommagement.

Article 7

Les personnes investies de l'autorité parentale autorisent la direction de l'internat formellement, en cas d'accident ou de nécessité urgente et dans l'impossibilité de joindre auparavant une personne investie de l'autorité parentale, à consentir dans l'intérêt de la santé du jeune, à toute intervention chirurgicale et à tout traitement médical concernant le jeune sans accord préalable ou information d'une personne investie de l'autorité parentale. La direction de l'internat s'engage cependant à contacter et informer une des personnes investies de l'autorité parentale dans les meilleurs délais.

Article 8

Il est expressément entendu que l'internat ne saurait répondre des dégâts que les effets mobiliers du jeune pourraient subir à l'internat.

Article 9

L'association décline toute responsabilité pour les dommages encourus ou causés par le jeune lors des activités non surveillées.

La (les) personne(s) investie(s) de l'autorité parentale s'engagent à conclure une assurance de type responsabilité civile.

Article 10

L'interprétation du présent contrat se fait à la lumière de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et du règlement grand-ducal du 18 février 2009 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'internats socio-familiaux.

Article 11

Pour l'exécution des présentes, le jeune respectivement les personnes investies de l'autorité parentale élisent domicile en leurs demeures, la direction et l'organisme gestionnaire au siège de l'internat.

A l'instant le jeune a déclaré adhérer aux stipulations du présent contrat dont il reconnaît avoir pris connaissance, promettant accomplir toutes les obligations découlant à sa charge en foi de quoi il signe.

Article 12

Sont annexés au présent contrat d'internat les documents suivants :

1. la déclaration de consentement au règlement d'internat ;
2. la déclaration relative à la publication de photos ;
3. la déclaration relative aux données personnelles du jeune, des parents ou personnes investies de l'autorité parentale. Tout changement de l'autorité parentale ou de toute autre donnée en relation avec la prise en charge doit être signalé à la direction de l'internat.

Ces documents font partie intégrante du présent contrat d'internat mais doivent chacun être signé séparément.

Article 13

Les données contenues dans les documents énumérés à l'article précédent ne sauront être consultées que par la direction de l'internat et le personnel éducateur. Elles servent à des fins administratives et socio-pédagogiques et sont gérées par la direction de l'internat.

Les documents en questions doivent être obligatoirement remplis d'une manière complète et précise. Tout manquement à cette obligation entraîne le refus d'admission de l'élève à l'internat.

Tout changement des données en cause doit être communiqué le plus rapidement par lettre recommandée avec accusé de réception au directeur de l'internat.

Les données servant à des fins socio-pédagogiques dont notamment les formulaires reprenant des informations relatives aux données personnelles du jeune, des parents ou personnes investies de l'autorité parentale seront détruites au plus tard deux ans après que l'élève n'est plus inscrit à l'internat.

Les données servant à des fins administratives dont notamment le contrat, copies des factures adressées aux usagers, justificatifs de paiements seront détruites au plus tard dix ans après que l'élève n'est plus inscrit à l'internat.

Fait en double exemplaire et signé à

Echternach, le

et à, le

Chaque partie contractante déclare avoir reçu un exemplaire du présent contrat.

.....

.....

.....

Specimen